

L'OLUCOME en appelle à l'ONU et l'EAC pour une solution négociée au Burundi

@rib News, 21/02/2018 COMMUNIQUE DE PRESSE N° 003/OLUCOME/02/2018 PORTANT SUR LA NECESSITE URGENTE DE CONTINUER LE DIALOGUE INTER BURUNDAIS EXTERNE EN VUE DE CONCLURE UN ACCORD ADDITIONNEL A L'ACCORD D'ARUSHA POUR LA PAIX ET LA RECONCILIATION AU BURUNDI. « L'East African Community (EAC) et les Nations Unies, dans leurs réunions respectives du 21 au 23 et du 26 février 2018, devraient prendre les mesures qui s'imposent pour qu'une solution négociée soit trouvée dans les meilleurs délais en vue de la stabilisation politique et du développement durable du Burundi, gage de la démocratie, de la gouvernance, de la transparence et de la satisfaction des besoins fondamentaux des burundais conformément aux pactes internationaux relatifs aux droits sociaux, économiques, culturels, civils et politiques. »

1. Suite à la retraite des Chefs d'Etats de l'EAC qui débute aujourd'hui (le 21/02/2018) pour se clôturer le 23 février et à la réunion du conseil de sécurité des Nations unies prévue le 26 février 2018 au cours desquelles les questions de Burundi seront analysées, l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) pense que des mesures qui s'imposent devraient être prises pour qu'une solution négociée soit trouvée dans les meilleurs délais en vue d'une stabilisation politique et du développement durable du Burundi, gage de la démocratie, de la transparence, de la gouvernance et de la satisfaction des besoins fondamentaux des burundais. Ces derniers ne savent pas actuellement sur quel pied danser à cause de la misère extrême et des maladies qui les menacent selon le plan de réponse humanitaire 2018 que OCHA, l'organisation humanitaire de l'ONU en collaboration avec le Gouvernement du Burundi vient de lancer ce 20 février 2018 à Bujumbura. Lire l'intégralité du Communiqué

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});